

Etude de la consommation de services financiers en RDCongo ; Cas de la commune rurale de Mahagi/Ituri

Mbiya Muvyele Don¹, Kasereka Mulimaposo Sero-Man²,
Dieubeni Mawa Joseph³, Kasereka Malyakizungu Salomon⁴,

¹Chef de Travaux à l'ISC-Beni/RDCongo

²Chef de Travaux à l'ISP-Oicha/RDCongo

³Assistant à l'ISP-Aru/RDCongo

⁴Assistant à l'ISP-Oicha/RDCongo

Résumé

Cette étude est menée principalement dans les secteurs financiers formels de la commune rurale de Mahagi, province de l'Ituri et en République Démocratique du Congo. Cette thématique a été motivée par la faible utilisation des services bancaires par les agents économiques de cette entité. Il s'agit en fait d'une volonté de comprendre et de justifier le comportement des agents économiques de cette entité face aux services financiers offerts.

Cet article permet d'identifier les causes et faire ressortir les conséquences de non utilisation de services bancaires par les agents économiques de Mahagi, alors que c'est un grand centre commercial situé à la frontière avec l'Ouganda pour comprendre le bien-fondé de l'utilisation des services bancaires.

Abstract

This survey was mainly conducted in formal financial sectors of Mahagi commune in Ituri province in the Democratic Republic of Congo. This topic was motivated by the low use of bank services by the economic actors of this area. In fact, we want to understand and justify their attitude towards the financial services that are offered.

This article enables us to identify the causes and raise the consequences of not using of bank services by Mahagi economic actors, yet this an important commercial center situated at the border with Uganda where the merits at the use of bank services would be well understand.

Date of Submission: 19-04-2020

Date of Acceptance: 03-05-2020

I. Introduction

Aujourd'hui plus que jamais, le système bancaire constitue l'un des éléments centraux de la vie économique. Les banques jouent un rôle majeur dans la vie quotidienne des ménages et des entreprises, en assurant la fluidité des transactions et en mettant à la disposition des agents économiques des moyens de paiement rapides, pratiques et sûrs. Cela se fait par le biais de crédit financier destiné à l'achat d'un logement, d'un équipement ménager, d'une voiture ou d'une machine-outil, etc. Ce système permet également aux ménages comme aux entreprises de placer et de fructifier leurs épargnes. Le système financier (Zvi B. et Robert M : 2007, p12) alloue les ressources depuis les épargnants (les individus qui dépensent moins que ce qu'ils gagnent) vers les emprunteurs (les individus qui dépensent plus que ce qu'ils gagnent).

A l'échelle macroéconomique, le système bancaire gère, en concert avec la banque centrale, l'ensemble des circulations monétaires. Les banques jouent donc un rôle important dans le fonctionnement globale de l'économie, car elles servent d'intermédiaire entre les sujets économiques ayant des capacités de financement excédentaires (épargne) et ceux qui, à l'inverse ont besoin de financement pour réaliser leurs projets.

Ce faisant, la banque est aujourd'hui un intermédiaire incontournable pour l'économie. C'est par le biais d'un compte courant que le ménage perçoit ses revenus (salaire, prestation sociale, etc.). La tenue de ce compte est de la responsabilité de la banque et se traduit par l'édition de relevés détaillant les opérations et de relevés d'identité bancaire indiquant les coordonnées bancaires de chaque client. Cependant, ce système est fortement réglementé dans les pays développés. Au Canada par exemple, plus de 70% de ressource majeure de financement externe est constituée par des prêts bancaires (Frédéric M., 2010 : 231). Ce qui n'est pas le cas dans plusieurs pays en voie de développement, comme en République Démocratique du Congo, où le taux de bancarisation reste encore très faible. Cette affirmation peut être justifiée, par le fait qu'aujourd'hui, en R.D. Congo, de manière générale et en Ituri particulièrement, malgré l'implantation de plusieurs institutions bancaires ou financières en générale, la population semble se désintéresser des services qu'offrent ces dernières.

C'est dans le but d'identifier les causes de cette attitude des ménages, que cette étude a été entreprise sur les ménages de la commune rurale de Mahagi, avec comme champ de recherche institution financière opérationnelle dans cette entité. Il est donc question de vérifier si les ménages de commune rurale de Mahagi, comprennent bien l'importance des services financiers. Et alors, il faut signaler que cette situation ne doit que décourager les autres institutions qui voudraient bien implanter dans le milieu la même activité.

Eu égard à ce qui précède, nous avons jugé mieux d'orienter cette étude, autour de la question ci-après : savoir ce qui est à la base de la réticence des agents économiques de la commune de Mahagi face aux services offerts par les Institutions financières.

Nous proposons respectivement les réponses provisoires suivantes : la réticence des ménages ou agents économiques face aux services offerts par les institutions financières aurait pour causes manque de confiance en elle, faible revenu de la population, l'ignorance du rôle de l'Institution financière formelle et cela entraînerait des conséquences énormes comme une faible adhésion ou ouverture des comptes par ses habitants, un manque de culture bancaire et d'épargne formelle du côté des ménages et du côté des entreprises la difficulté d'investir.

II. Objectifs du travail

La présente étude vise à amener les habitants de la commune rurale de Mahagi à comprendre l'importance et rôle que jouent les institutions financières et le bien-fondé de leur existence dans l'économie dans un milieu. De manière spécifique, ce travail cherche à :

- Identifier les causes de non attirance des agents économiques de Mahagi pour les services financiers ;
- Faire ressortir les conséquences qui peuvent résulter de cette attitude et proposer si possible de pistes de solution en vue de remédier à cette situation.

III. Méthodologie

Pour nous aider atteindre les objectifs de ce travail, la méthode analytique a été utilisée et a permis de rechercher minutieusement les causes de comportement des agents économiques de Mahagi vis-à-vis des services bancaires. Cette méthode a été secondée par les techniques d'échantillonnage, documentaire, d'entretien dirigé et d'observation.

Pour mieux cerner notre thématique, nous nous sommes servis des techniques suivantes : La technique documentaire, l'entretien dirigé et l'observation.

La présente étude porte sur 27384 ménages constitués de 164305 individus en raison de six personnes par ménage selon le rapport annuel de la Commune (2018), étant comme effectif total qui compose l'ensemble de la population.

L'effectif total de la population étant connu, nous avons recouru à la formule de Solvin pour avoir la taille de notre échantillon ci-après $N = \frac{n}{1 + Ne^2}$ avec $N =$ échantillon, $n =$ population, $e^2 =$ erreur $N = \frac{27384}{1 + 27384 \cdot 0,05^2} = 400$

IV. Analyse du comportement des ménages aux services financiers

Dans cette partie, il s'agit de confronter les différentes opinions recueillies auprès des enquêtés à celles des auteurs qui, eux aussi ont donné leur point de vue concernant l'utilisation de services bancaires. Notre point de vue par rapport aux réalités recueillies fait aussi partie de cette discussion. C'est ainsi que, nos analyses et discussions s'orientent plus sur les causes et les conséquences de la réticence des ménages à l'utilisation des services financiers. C'est-à-dire, elles tournent au tour des différentes opinions qui font l'objet de blocage à l'utilisation des services financiers par les agents économiques de cette entité.

A. Source des revenus

Nous avons retenu trois grandes activités économiques qui déterminent la source des revenus des ménages, entre autres l'agriculture, le commerce et autres activités comme enseignement, structure sanitaire, administration, taxi, maçonnerie, ...).

Même si le commerce fascine une bonne partie des ménages de la commune de Mahagi, il faut noter que la grande source de revenu demeure l'agriculture et l'élevage, malgré sa faible productivité à cause de certaines contraintes

L'utilité de l'agriculture dans le contexte africain, en générale et congolais en particulier, est soulignée par Gaymard (2009), qui note que cette activité reste le cœur de l'avenir de l'Afrique aussi bien pour les nouvelles grandes villes qui naissent et les paysanneries. Il a signifié que les autres services de nature industrielle ou commerciale pour accroître l'économie du pays ou des ménages sont étroitement liés à l'agriculture et l'élevage et y trouve leur source principale. On peut aussi noter que les populations commerçantes recourent aux travaux champêtres comme l'une des principales sources de mobilisation des recettes à côté du commerce identifié et autres activités. Il se dégage de ce résultat que la plupart des ménages africains, à moins que ce soient des villes fortement instruites sont moins représentés dans les fonctions rémunérées, mais s'adonnent à des activités soient agricultrices attachées à la survie des manages et aux

activités entrepreneuriales (petit commerce, restaurant, coiffure, bureautique, communication, etc.). Le Rwanda et le Togo représentent en milieux ruraux et urbains plus de 60% de population qui tire leur première ressource à partir des activités agricoles.

Tableau I : Réponses des enquêtés selon la principale source des revenus

Sourcède revenu	Effectif	%
Agriculture	326	81,50
Commerce ou petit commerce	265	66,25
Autres	178	44,50
TOTAL	-	-

Comme nous sommes en milieu rural, un ménage peut pratiquer au moins deux activités. C'est pourquoi nous ne calculons pas le total améliorer son revenu. De ce tableau, la source principale des revenus des enquêtés provient de l'agriculture(81,50%) suivi du commerce (66,25%) et le revenu provenant des autres activitésreprésente44, 50%.

B. Institutions financières utilisées

Robert Zoellick (2012), fait savoir que trois quarts des habitants de la planète vivent avec moins de 2 dollars par jour ce qui fait qu'ils n'ont pas accès aux services bancaires et financiers de base.

Il poursuit en disant que parmi les obstacles de la bancarisation et l'accès aux services bancaires et financiers, figurent la pauvreté, le coût de l'ouverture et de la gestion de compte bancaire. Il pense qu'avec cette économie de mains à la bouche, la population n'est pas à mesure d'utiliser ou d'ouvrir un compte en banque, soit ce genre de population n'arrive pas à épargner à cause de faible capacité d'investissement et de production.

Fernand Bezy (1996 : 67), stipule que le manque d'activité économique de parents dans plusieurs ménages est à la base de ce faible taux d'usage des services bancaires. Dit-on que l'expansion économique est tellement rapide lors que l'augmentation des productions se réalise plus rapidement et cela grâce à un emploi intensif.

Ceci pour autant dire, quand on produit peu, on épargne peu, d'où le pouvoir d'épargner est aussi peu possible; et que lorsqu'on produit beaucoup, il y a assez de possibilité d'épargner et d'investir. C'est pourquoi le pouvoir d'épargne et d'investissement d'une population dépend de la capacité de productivité de cette dernière. Il convient donc de remarquer que, ces deux théories se penchent sur l'optique de la capacité de production de la population ou de la personne.

La commune rurale de Mahagi enregistre au moins trois grandes institutions : la CADECO, FBNBank, RAWBANK et les coopératives d'épargne et de crédit.

Tableau II. Répartition des enquêtés selon les institutions financières utilisées

Banque	Effectifs	%
Rien	248	62,00
Cadeco	63	15,75
Fbnbank	37	9,25
Rawbank	41	10,25
Autres	11	2,75
TOTAL	400	100

Source : Nos données de l'enquête.

Il ressort de ce tableau que la plupart des enquêtés, soit 62,00% n'utilisent pas les services financiers, 15,75 % utilisent la CADECO, 9,25% utilisent la FBNBANK, 10,25% utilisent la RAWBANK et d'autres institutions soit 2,75% ont aussi confirmé qu'ils utilisent des COOPECet les services financiers non opérationnels à Mahagi comme la commune est à la frontière avec l'Ouganda. Les ménages membres ou clients des institutions financières donnant leur appréciation positive, ont relevé les motifs ci-après : la bancarisation des agents de l'Etat, la recherche du crédit, la sécurité de l'argent. Le présent résultat se justifie par le fait que pour la plupart des cas, l'adhésion des clients dépend de l'importance que ces derniers accordent à la banque. C'est ainsi, il a été constaté que certains trouvent qu'il leur est nécessaire d'adhérer aux banques étrangères ou soit aux coopératives (COOPEC) par le fait qu'elles ont confiance en elles et aussi par ce qu'elle date de longtemps dans cette contrée.

Par contre, plus de 60 % n'utilisent pas les services bancaires à cause du faible revenu, suivi de manque de confiance, risque de change comme la commune de Mahagi utilise surtout la monnaie non reconnue en RDCongo (monnaie ougandaise). Ces services financiers ne sont pas consommés par les ménages pour plusieurs raisons, entre autres : l'ignorance, risques financiers, l'aversion au risque, ... Ces motifs expliquent le manque de confiances aux institutions financières formelles. Mahagi est un centre où il n'y a pas la culture bancaire. Les

citadins hésitent encore pour ouvrir les comptes en banques. La plupart des personnes utilisent leurs services pour leurs rémunérations et moins utilisent pour épargner ou pour autres causes.

D. Manque de confiance aux services bancaires

La majorité de nos enquêtés ont déclaré n'avoir pas confiance aux institutions bancaires. La raison principale en est que plusieurs institutions financières qui ont œuvré dans le milieu avaient fermé les portes avec des sommes importantes de leurs clients, ce qui fait peur d'adhérer à ces nouvelles banques, qui le plus souvent sont fragiles pendant les crises.

Ces crises sont souvent conséquences des chocs tant internes qu'exogènes.

Anne M., (1994 : 13), illustre cette situation en faisant référence aux institutions bancaires qui ont fermé leurs portes à cause de l'abandon du système monétaire international défini en sortie de guerre, provoquant ainsi une instabilité grave de taux d'intérêt et celui de change qui amène les banques à imaginer de produits nouveaux permettant de se couvrir face à ces fluctuations.

En RD Congo et précisément en Ituri, la population en a vécu l'expérience avec la faillite en cascade de certaines institutions financières telles que CCR, BARAKA PRECE, Gala Letu, etc. qui ont fermé brutalement sans avoir restitué les avoirs de leurs clients. Face à cette situation, l'Etat congolais n'a jusque-là pas trouvé des solutions palliatives à tous ceux-là qui ont perdu leur argent. Sans doute, des telles situations influencent négativement la confiance des personnes désirant ouvrir des comptes bancaires.

En ce qui nous concerne, l'idée de Daniel et al, (2012), nous semble être vraie, idée selon laquelle, le problème avec les services bancaires dans les pays en voie de développement est lié aux politiques étatiques des nations. A cause de l'insuffisance des services bancaires œuvrant sur leurs territoires. Ils déclarent que la population a perdu la confiance aux services bancaires depuis que les banques centrales perdaient toutes les marges de manœuvre pour relancer l'activité avec un taux d'intérêt voisinant zéro; et que d'autres fermaient carrément.

Ils signalent en outre que cette crise s'est accrue plus, lorsque les banques centrales n'arrivaient pas à satisfaire aux besoins de leurs clients, par l'octroi des crédits, l'accord des intérêts sur les chiffres d'affaire, et que la liquidité était devenue impossible pour grands hommes d'affaires au niveau des banques centrales. Dans plusieurs pays en voie de développement, poursuivent-ils, le risque et le coût de la criminalité classique (vol, détournement) constituent les facteurs importants de blocage à l'usage de services bancaires pour plupart de la population. C'est le cas, selon eux, avec les nouveaux services bancaires où la confiance des clients, des prestataires et des instances réglementaires à l'égard des canaux de banques est souvent fragile. Surtout que les individus ou les institutions (banques, commerces), détenant notoirement des espèces sont exposées à des risques de cambriolage Daniel et al, (2012).

H. Mendras, (2004 : 36), stipule que certes, la société est constituée des catégories sociales, qui, ne constituent pas un socle solide et homogène sur le plan des valeurs, toutefois, elles promeuvent des nouveaux comportements sociaux (autour de la liberté, de l'environnement, de la paix) de plus éloignés des préoccupations sociétales.

Cet auteur pense que, dans une société douteuse et corrompue, il n'est pas facile ou possible de mettre à la portée des banques des sommes d'argent à cause d'incertitude qu'affiche la population face à certains services bancaires. C'est comme d'aujourd'hui où les crises monétaires ne font qu'augmenter, en créant l'insuffisance monétaire sur le marché d'affaires; ainsi, personne n'accepterait que son argent soit bloqué dans des sociétés bancaires à cours de liquidation. La majorité de ces sociétés offrent moins d'intérêts et satisfont moins les clients par rapport aux avantages liés aux montants épargnés en banque, ce qui fait que la tendance à l'utilisation des services bancaires a sensiblement diminué.

On peut donc conclure que, le manque de garantie fiable sur la pérennité des services bancaires justifie à un degré élevé, la réticence de la population à l'usage de ces derniers, et ceci est le résultat de la mauvaise organisation ou gestion des services bancaires.

C'est pour dire, que l'insuffisance ou le faible revenu n'est pas un facteur pouvant empêcher la population d'adhérer ou d'utiliser les services bancaires, c'est plutôt question de la volonté, car dit-on que pour épargner, il ne suffit pas d'avoir beaucoup d'argent mais cette volonté suffit. Toutefois, tous ces éléments ne sont pas à négliger.

Selon Robert Zoellick (2012), la majorité non négligeable de la population des pays en voie de développement est d'avis qu'une personne est pauvre lorsque les moyens dont elle dispose pour vivre sont inférieurs au seuil de la pauvreté. Selon lui, la bancarisation dans les pays africains n'est pas une chose facile, par ce que les services bancaires en Afrique sont de nouvelles initiatives à saluer par la population. D'où, elle demande donc du temps et une forte politique de mobilisation et sensibilisation pour que la population y adhère.

En plus des aspects susmentionnés, l'auteur signale qu'ils reviennent aux responsables de mener une vaste campagne de sensibilisation au sein de la population où le service s'est installé. Cette possibilité est

facilité par la politique de montrer à la population les intérêts et les avantages qu'elle peut en tirer de façon durable.

C'est le contraire à ce qui se passe dans les pays du Nord, où l'utilisation des banques par la population est obligatoire, car il est interdit à qui que ce soit de circuler avec l'argent, il revient à chacun de prendre la gestion de sa finance dans la banque, d'où l'usage des services bancaires devient une obligation. Ce n'est pas comme en Afrique, où les monnaies fiduciaires sont plus utilisées que celles scripturales par la population d'autres pays développés.

E. Risque de change

Les facteurs favorisant sont tellement nombreux à tel point qu'il n'y a plus moyen de les lister. Par ailleurs, le cas de l'économie congolaise est connu ; une économie qui dépend plus de l'extérieur en terme de divers produits manufacturés, ce qui favorise l'utilisation des monnaies étrangères, essentiellement le dollar américain mais aussi le shilling ougandais dans certains territoires. Or, nos banques locales acceptent seulement la monnaie nationale (franc congolais) et dollars américains, ce qui bloque certains commerçants qui vendent en shilling ougandais et pour ces derniers, il n'y a aucun intérêt à ouvrir des comptes dans les banques locales, pour éviter la perte pouvant survenir lors de changement de taux de change.

Pour ce qui est de l'utilisation de la monnaie étrangère (shilling ougandais), Pascal Ndudanga K., (2014 : 100), fait ressortir trois facteurs suivants, qui en sont à la base, dont le facteur sociologique, économique et politique. Ces facteurs se justifient respectivement par l'affinité interethnique, linguistique et culturelle, qui lie certains habitants de la RDC avec ceux de l'Ouganda.

A cette réalité, il faut aussi épingle l'absence de toute politique de la territorialité du Francs Congolais, qui s'observe par manque d'application des dispositions tant constitutionnelles, légales que réglementaires.

Eu égard à ce qui précède, cette attitude constatée à l'égard de services bancaires par cette population peut avoir d'énormes conséquences, notamment : un faible financement ou faible taux d'accès aux crédits bancaires ; un ralentissement des activités bancaires et un manque à gagner par rapport aux différentes transactions bancaires, la réduction du taux de PIB.

V. Conclusion

Cette étude a porté sur le comportement des agents économiques de la commune de Mahagi face aux services financiers. Le choix de ce thème a été motivé par le constat relatif à la réticence des ménages ou agents économiques de cette entité aux services financiers. La préoccupation était donc de tenter d'identifier les causes qui justifient ce comportement. Ainsi, en voulant analyser de près cette situation, nous nous sommes assignés des objectifs qui, ont consisté à explorer, de façon générale, l'importance et le rôle que jouent les institutions bancaires et financières en générale et le bien-fondé de leur existence dans l'économie dans les milieux, où elles sont implantées. De façon spécifique, l'objectif était d'identifier les causes de non attirance des agents économiques de Mahagi pour les services financiers et faire ressortir les conséquences qui peuvent en résulter ; et enfin, proposer si possible de pistes de solution en vue de remédier à cette situation.

A l'issue de cette analyse, les résultats saillants ci-dessous ont été considérés et ont vérifié nos hypothèses. Les causes de réticence aux services bancaires sont notamment : le faible revenu des habitants, le manque de confiance aux services bancaire et le risque de change. Cette situation ne doit que décourager les autres institutions qui voudraient bien implanter dans le milieu la même activité. C'est ainsi que nous pouvons suggérer ce qui suit :

- Prendre connaissance et profiter des avantages qu'accordent les services financiers pour le financement des différents projets ;
- Cultiver l'habitude d'épargner dans des institutions bancaires et autres, ce qui présente d'innombrables avantages pour le développement socio-économiques ;
- Avoir confiance en la monnaie congolaise, enfin de stabiliser son pouvoir d'achat ;
- Multiplier les techniques marketings pour l'expansion des services bancaires au sein de la population ;
- Développer des nouvelles stratégies afin de gagner la confiance de la population sur les garanties de l'usage de services des institutions financières ;
- Adapter les services bancaires à toutes les couches sociales, enfin de permettre même aux plus pauvres d'accéder aux services financiers.
- Le gouvernement doit mettre en place une politique visant le respect de la territorialité de la monnaie nationale (CDF), sur tout le territoire national, enfin de redonner à cette dernière sa valeur face à d'autres monnaies étrangères.

Etant donné que l'œuvre humaine n'est pas parfaite et ne manque pas des imperfections, et au regard de ce qui précède, nous reconnaissons ne pas avoir été parfait et à la hauteur pour la réalisation de ce travail. Nonobstant, nous laissons aux autres chercheurs qui voudront traiter ce même sujet, l'orientation dans les domaines que nous n'avons pas touchés.

Bibliographie

- [1]. Alain, D. 1999. *Les banques commerciales face aux mutations structurelles de l'économie Zaïroise*, Kinshasa, RDCongo
- [2]. Anne, M. 1994. *Gestion financière*, ESKA.
- [3]. Bonebana, W. D. 2015. *Maitrise des risques dans une banque commerciale à RAWBANK -Bunia*. Mémoire de licence. CUEB : inédit.
- [4]. Fernand, B. 1996. *Problèmes structurels de l'économie Congolaise*, Noeuvelaerts Louvain, Paris.
- [5]. Mendras, H. 2004. *Economie et analyse financière*, Foucher.
- [6]. Ndudanga, P. 2014. *Management Public pour la Territorialité du Franc Congolais*, Kinshasa.
- [7]. *Rapport annuel de la commune rurale de Mahagi*, 2018
- [8]. Robert, A. 2002. *Les tiers mondes face aux pays riches*. 2^{ème} éditions, PUF, Paris.
- [9]. Zoellick. F., 2011. *La bancarisation dans le pays africain*. Disponible à : [www://ec.europa.eu/public/index-fr.htm](http://ec.europa.eu/public/index-fr.htm). Accédé le 27 mai 2018.
- [10]. ZviBodie et Robert Merton, 2007, *Finance*, 2^{ème} édition, Nouveaux Horizons, Pearson Education France, Paris

MbiyaMuvyele Don. "Etude de la consommation de services financiers en RDCongo ; Cas de la commune rurale de Mahagi/Ituri." *IOSR Journal of Business and Management (IOSR-JBM)*, 22(4), 2020, pp. 25-30.